



Discours d'Anne Hidalgo

Clôture du 103ème Congrès de l'AMF

Jeudi 18 novembre 2021

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le président de la République,

Mesdames et messieurs les ministres,

Monsieur le président de l'AMF, cher David LISNARD,

Monsieur le vice-président de l'AMF, cher André LAIGNEL,

Mesdames et messieurs les ministres, les parlementaires, les maires et les élus,

Chers collègues, Cher amis,

À l'issue de ces 3 jours de congrès, je veux vous dire mon immense plaisir que nous ayons pu nous retrouver vraiment, dans ces lieux familiers, tous ensemble. Que cela fait du bien !

Le congrès de l'AMF, chaque année, marque en effet les retrouvailles d'une famille. Une famille à laquelle je suis fière d'appartenir, une famille que j'aime. Une famille avec ses différences, ses désaccords, et que je suis heureuse de voir réunie.

Le congrès qui s'achève était un peu particulier mais il est resté fidèle à l'esprit qui est le nôtre : l'AMF est le lieu du débat ouvert, entre égaux, entre maires, de la plus grande ville à la plus petite commune. On se parle, on échange sur nos pratiques, on met sur la table nos ambitions et nos difficultés. Le débat est toujours fructueux car il se fait dans le respect et la confiance mutuelle. Un respect issu de notre engagement pour les Françaises et les Français.

Cet « esprit » de l'AMF a été incarné pendant 7 ans par François Baroin.

Il ne m'appartient pas de dresser, cher François, ton bilan.

Quelques souvenirs diront mieux que tous les hommages le lien que nous avons construit lors des 7 années. Un lien de confiance et d'amitié. Mais aussi un lien politique fondé sur une certaine idée du rôle de la commune et de la responsabilité des maires. Peut-être même une certaine idée de la France.

Je me souviens, bien sûr, de la Marseillaise entonnée à l'unisson par l'assemblée générale de l'AMF, en novembre 2015, au lendemain des attentats.

Je me souviens de Jean-Michel Mathieu, maire de Signes, tué en voulant empêcher un fourgon de déverser illégalement des gravats.

Je me souviens de votre élan de solidarité face à Notre-Dame en feu, face aux ouragans Irma et Maria.

Je me souviens bien sûr de notre entraide face à la pandémie. De notre volonté de partager les solutions, les doutes, les questions.

Je me souviens aussi de toutes les réformes territoriales – elles se sont succédées à un rythme effréné – où nous avons porté ensemble la voix des maires face à l'État.

Dans tous ces événements heureux et malheureux, nous avons été unis. Mais nous avons été aussi conquérants, pragmatiques, réalistes. Car oui, l'AMF a été engagée, même si elle n'est jamais partisane.

Cher François, je veux te dire mon immense reconnaissance, car tu as été le visage de notre association et, au-delà, l'une des voix les plus respectées de la France des territoires. Les maires de l'Hexagone et d'outre-mer se savaient fièrement représentés à travers toi.

Monsieur le Président, cher David, je sais que tu souhaites aujourd'hui t'inscrire dans cette même démarche. Tu seras attentif à perpétuer ce qui fait notre force : cette qualité d'écoute et d'échange qui permet au débat de se tenir sans mettre en cause notre unité.

Comme moi, tu es attaché à maintenir notre formidable diversité.

À tes côtés, la sagesse et l'expérience d'André Laignel seront un appui précieux.

Monsieur le Président de la République, vous pouvez faire confiance à cette nouvelle équipe, pluraliste, venue de tous les territoires, pour continuer de porter haut les couleurs des maires, piliers incontournables de notre démocratie et de notre République.

L'accueil à Paris du congrès est bien plus qu'une tradition républicaine. C'est un engagement.

Le début de notre mandat a été très particulier, très difficile. Dès le lendemain des élections du 15 mars 2020, nous avons dû, déjà élus, ou réélus, ou encore entre deux tours, nous concentrer entièrement sur la crise sanitaire et sociale.

Il fallait répondre présents, pour nos concitoyens. Leur apporter des réponses alors que nous-mêmes n'en avions pas toujours.

N'attendons pas la prochaine crise pour redécouvrir, une nouvelle fois, que la France ne tient que si elle sait unir ses forces et s'appuyer sur ses maires.

Nous le savions, avant les manifestations des gilets jaunes. Nous le savions déjà, avant la crise sanitaire. Nous savions que les maires sont indispensables pour assurer la cohésion du pays.

Car, face aux crises, l'État a fait son possible. Mais les collectivités ont fait tout le reste.

L'unité se construit par la confiance, en gouvernant à hauteur de femmes et d'hommes.

Et c'est cela notre travail de Maire.

J'appelle de mes vœux un pacte de confiance, entre l'État et les collectivités.

Un pacte de confiance, cela suppose d'abord de la continuité dans l'engagement, de ne pas changer les règles au milieu du gué.

L'État doit faire des communes, des territoires où nous vivons, les acteurs centraux des politiques publiques, le fameux « dernier kilomètre »

La décentralisation doit devenir « une règle de vie » de l'État.

Le moment est donc venu d'un État qui accompagne, qui veille aux grands équilibres mais se dispense de contrôles tatillons, de complexifications ou de création permanente de normes nouvelles.

Ce pacte de confiance suppose enfin un cadre financier clair et pérenne. Par exemple, les collectivités qui ont toutes assurée le service Public pendant le Covid sans bénéficier de chômage partiel doivent bénéficier des compensations de l'état.

Vous le savez, seule une loi de financement des collectivités territoriales sera à même d'apporter ces garanties pour l'autonomie financière. Condition de la libre administration, principe garanti par la constitution. Il faudra oser cette grande réforme, condition d'une confiance réciproque.

Sans moyens, les territoires les plus fragiles, les quartiers prioritaires, les territoires ruraux, les territoires d'Outre-Mer tous différents sont condamnés au décrochage. Aucun républicain ne peut accepter cette funeste perspective.

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Cette confiance que nous appelons de nos vœux, pour nos habitants, pour nos territoires, c'est le moyen de se hisser à la hauteur des défis de notre siècle.

Tout le monde connaît cette maxime terrible : quand l'État discute avec un maire, il lui demande *quoi* faire. Quand deux maires se voient, ils se demandent *comment* faire.

À Glasgow, lors de la COP26, j'ai pu à nouveau vérifier la force de cette maxime.

Face à la crise climatique, nous les maires, nous inventons, nous innovons, parfois même nous bricolons avec des moyens insuffisants. Mais nous, les maires, avons mené des actions concrètes face à l'urgence écologique au plus près des citoyens et surtout avec eux.

On ne compte plus les villages et communes qui sont passées à l'action pour s'engager dans la neutralité carbone après l'accord de Paris.

L'adaptation et la protection des populations ne pourront se faire sans les communes et les pouvoirs locaux.

Autre défi,

Vous le savez, la France connaît depuis 20 ans un « séisme au ralenti ». Une tectonique des plaques travaille sourdement notre pays et menace notre cohésion. Ce mouvement terrible prend parfois le visage de la désindustrialisation, souvent celui de la fracture territoriale qui est avant tout sociale.

Cette fracture prospère toujours sur les fermetures de services publics, l'école, l'hôpital, la police, la justice sans parler des déserts médicaux.

Les communes rurales constituent bien souvent les premières victimes de ce délaissement.

Il faut renforcer les liens entre les territoires ruraux, les bourgs, les métropoles que de nombreux élus bâtissent. C'est vrai pour les projets du quotidien, c'est vrai pour les grands projets, et pour Paris. J'ai en tête les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Le défi démocratique aussi, l'échelon local est tout sauf un échelon apolitique. C'est même le lieu de l'engagement politique au sens noble du terme, de l'engagement réel.

Débattre d'un rond-point, d'une piste cyclable, de la gestion de l'eau, de choix en matière d'habitat ou de développement économique, c'est débattre de la vie que nous voulons.

Mais il faut redonner envie de démocratie. Nous le savons, nous avons été élus dans un contexte très particulier de forte abstention. C'est donc à nous de redonner l'envie d'aller aux urnes, de proposer, avec les habitants, un chemin pour construire leur vie et améliorer leur quotidien...

Reconnecter nos concitoyens avec leurs institutions est un impératif de santé démocratique.

Je veux enfin dire un mot de la parité. La présence des femmes en politique est plus que jamais un enjeu majeur ; la loi Jospin l'a fait progresser : mais elle est loin d'être achevée et n'a pas transformé encore en profondeur la politique française. La misogynie qui s'exprime sans limites ces derniers temps en est un témoignage.

C'est pourquoi je souscris totalement aux propositions formulées par l'AMF sur ce sujet essentiel, et que je salue toutes mes collègues qui savent de quoi je parle.

C'est aussi un impératif démocratique que d'accélérer la parité réelle dans les mandats exécutifs locaux et au-delà bien sûr.

Mes chers collègues,

Qui aurait imaginé qu'une crise planétaire mettrait ainsi en évidence notre rôle indispensable parce que dans la proximité ?

J'espère que lors des mois à venir nous aurons l'occasion de travailler ensemble, en harmonie, pour servir et protéger nos concitoyens.

Faisons confiance aux Maires, ils portent les valeurs de la République, l'attention à nos concitoyens, les solutions aux crises et l'espoir d'un pays autour de l'avenir de sa jeunesse.

Je vous remercie.

Anne Hidalgo

Maire de Paris